

Dans l'est de la Colombie, une fondation soutient des communautés qui créent un mode de vie débarrassé de la coca. Mais la «paix totale» en construction essuie des attaques, notamment celles de «dissidents des Farc»

# «PAIX TOTALE» EN DANGER

PROPOS RECUEILLIS PAR  
CHRISTOPHE KOESSLER

**Colombie** ▶ Le siège de la Fondation Joel Sierra a été soufflé par un attentat à la voiture piégée en 2022. Drôle de manière de ponctuer près de trente ans de labeur sans relâche au service des droits humains dans le département de l'Arauca, dans le nord-est de la Colombie. Juste une péripétie de plus en réalité pour cette organisation accoutumée à subir la violence, qui a reçu en 2023 l'un des prix des droits humains décerné à Bogotà par une ONG et l'Eglise suédoise. Une attaque parmi d'autres portées par des groupes paramilitaires et des autoproclamés «dissidents» de l'ancienne guérilla des FARC, qui a signé un accord de paix historique en 2016 et désarmé depuis. Les raisons de cette animosité? La dénonciation des crimes commis par ces groupes, la mise à nu des complicités au sein même de l'armée, mais aussi le soutien de la fondation aux communautés et organisations sociales de la région: «Nous gérons parce que nous avons construit un autre projet de société», a expliqué à *Courrier* Sonia Milena Lopez, présidente de l'organisation. Interview à l'occasion de son passage à Genève, alors que le gouvernement progressiste de Gustavo Petro essaie de sortir de l'ornière depuis près de deux ans avec un «plan de paix totale».

**L'Etat colombien a délaissé le département de l'Arauca, comme beaucoup d'autres régions du pays, mais la société civile a pris les devants. De quelle manière?**

**Sonia Milena Lopez:** Les organisations sociales, dont nous faisons partie, se sont fédérées autour d'un «plan de vie», une proposition politique qui vise à répondre aux besoins des populations en santé, en éducation, en logement et en agriculture. Dans le domaine de l'eau par exemple, des entreprises communautaires fournissent ce service, de haute qualité. Celle de la ville de Saravena, Ecaas, est unique dans le pays puisqu'elle est formée à sa base de cinquante organisations communales, paysannes, autochtones, etc. Grâce à la mobilisation sociale, nous avons obtenu des soutiens des pouvoirs publics, mais en général nous nous débrouillons seuls, ou avec l'aide de la coopération internationale. Par les solutions concrètes que nous apportons, nous construisons un pouvoir populaire. Aujourd'hui, nous impulsions la création des «territoires paysans agroalimentaires», une proposition d'organisation territoriale provenant des petits producteurs eux-mêmes.

**Qui est derrière les attaques récentes contre vous?**  
Des groupes armés qui s'identifient comme les dissidents de la guérilla des FARC [ceux qui avaient refusé les accords de paix signés entre le gouvernement et les FARC en 2016] nous



Dans tout le pays, les mouvements sociaux soutiennent le projet de «paix totale» du gouvernement de Gustavo Petro, mais se montrent critiques vis-à-vis de sa gestion des FARC-EMC, qui s'en prennent à la société civile organisée. (Ici une manifestation autochtone à Cali le 15 mars dernier). KEYSTONE

ont désignés comme «objectif militaire» en 2022. Ces entités vivent du narcotrafic et de l'extorsion. Nous avons à maintes reprises dénoncé la connivence de secteurs de l'armée avec celles-ci. C'est pour cela qu'elles s'en prennent à nous et au mouvement social en nous accusant à tort d'être le bras politique d'une autre guérilla, l'ELN [armée de libération nationale]. Ce n'est pas nouveau. Cela fait des décennies que nous sommes attaqués par les paramilitaires et soumis à des persécutions judiciaires. En 2022, les locaux de notre fondation ont été détruits par un attentat à la voiture piégée et douze grenades ont été lancées contre les sièges de nos centres communautaires: celui de notre aqueduc, de la chambre de commerce, de la coopérative de transports, etc. Il y a eu plusieurs morts. Et il y a régulièrement des assassinats ciblés contre les leaders des communautés.

**Vous dénoncez des complicités de l'armée...**

Oui. Je vous donne quelques exemples: le 5 mars dernier, un des leaders communautaires, membre de notre fondation, a été assassiné à dix minutes à peine du bataillon de l'armée stationné là. Le 31 mars, un autre dirigeant a été tué dans des circonstances similaires. Des hommes en armes encagoulés sont arrivés en camionnette et sont passés par un lieu où il y avait une présence militaire. La base d'opération de ces groupes armés se situe d'ailleurs dans

une zone militarisée. Nous avons demandé une enquête au Ministère public.



**«Certains paramilitaires ont été désarmés, puis se sont réengagés sous la bannière des dissidences des FARC»** Sonia Milena Lopez

**Quel regard portez-vous sur ces dissidences des Farc dans votre région, qui affirment «défendre le peuple»?**

Ils font partie d'une nouvelle forme de paramilitarisme [alliance historique en Colombie entre des groupes armés de droite, créés pour lutter contre les guérillas et le mouvement social, et l'Etat colombien ou des fractions de celui-ci]. Ce sont des groupes narcos qui se cachent derrière une idéologie. D'ailleurs, plusieurs de leurs commandants actuels sont des

ex-combattants des groupes paramilitaires qui ont été démobilisés dans les années 2000. Certains ont été désarmés, puis se sont réengagés dans des groupes criminels, mais cette fois sous la bannière des dissidences des FARC. Certains avaient confessés des crimes, des exécutions extrajudiciaires et leurs collaborations étroites avec l'armée. Le même phénomène se retrouve dans d'autres parties du pays, comme le Cauca en particulier.

**De quoi vivent ces groupes armés? De la culture de la coca et des extorsions? Mais vous dites qu'ils défendent aussi les intérêts du capital national et international. Pouvez-vous clarifier la situation?**

Dans l'Arauca, il n'y a plus de cultures de coca. Le mouvement social et les paysans se sont unis et ont réussi à l'éradiquer à 80% entre 2007 et 2010. Le 20% restant a été éliminé dans le sillage de accords de paix de la Havane entre les FARC et le gouvernement en 2016. L'Arauca est devenu un lieu de passage de la drogue, où ces groupes ont ouvert des routes, ce qui explique leur présence. La cocaïne provient principalement du Cauca et du Guaviare et est destinée à transiter par le Venezuela.

Un autre enjeu est la part que ces groupes prélèvent sur l'exploitation du pétrole, très importante dans la région depuis quarante ans. Historiquement, les firmes pétrolières finançaient les acteurs illégaux et l'armée en échange de «protection». Ces acteurs armés

peuvent également les extorquer tout simplement.

**Pourquoi votre travail dérange-t-il autant les groupes armés et des intérêts privés?**

C'est tout un ensemble. D'abord parce que nous avons concrétisé un projet de vie distinct. Quand nous avons éradiqué la coca et semé des bananes et du manioc à la place, nous leur avons ôté des sources de financement. Nous entravons aussi leurs plans puisque nous nous opposons à toute nouvelle culture de coca dans le département.

Ensuite, parce que nous avons toujours eu une position critique vis-à-vis de l'exploitation du pétrole dont les profits ne bénéficient pas aux habitants du département. En nous mobilisant, nous avons réussi à obtenir que les entreprises procèdent à des investissements sociaux, qu'elles respectent certaines normes, qu'elles engagent de la main-d'œuvre locale et respectent le droit du travail et la législation environnementale.

Enfin, nos services publics communautaires n'arrangent pas le secteur privé qui veut entrer sur le «marché». C'est particulièrement évident sur la question de la fourniture et du traitement de l'eau. Mais aussi dans le domaine de la santé pour lequel nous défendons le réseau public hospitalier, contre les prestataires de soins privés.

**Y a-t-il eu des améliorations depuis l'entrée en fonction du gouvernement progressiste de Gustavo Petro en août 2022?**

Le gouvernement a pour la première fois montré une vraie disposition à écouter les communautés et à répondre à leurs exigences. Mais l'exécutif n'est qu'une fraction de l'Etat colombien. Il ne dispose que d'un pouvoir limité. Une partie de l'armée lui échappe complètement. Le Congrès, à majorité de droite, est miné par la corruption et le narcotrafic. Et d'autres secteurs disposent d'un pouvoir immense: les propriétaires terriens, les grandes entreprises, les narcotrafiants, etc. Donc, malgré les efforts entrepris, la barbarie ne s'est pas arrêtée. De nombreux secteurs se sont ligüés pour que le gouvernement ne puisse faire son travail. On constate une diminution du nombre d'assassinats de leaders sociaux, mais les tueries continuent et l'impunité n'a pas diminué. Nous espérons que la nouvelle procureure générale qui vient d'entrer en fonction pourra enfin agir.

**Que pensez-vous du programme de «paix totale» du gouvernement?**

Nous adhérons à l'option d'une solution politique au conflit. Le dialogue entre le gouvernement et l'ELN [qui a conduit à un cessez-le-feu, auquel nous participons en tant que représentants de la société civile, est très important. En revanche, nous avons critiqué le fait que le gouvernement a octroyé un statut «politique» à certains groupes armés, comme les dissidents des FARC, connus sous le nom de EMC, alors qu'ils ne sont en réalité pas de cette nature. Dans ce contexte, l'Etat a permis à ces groupes de se renforcer. Et pendant qu'on parle tant de paix, la situation demeure critique sur le terrain, et les agressions contre les communautés et les mouvements sociaux continuent.

**Il y a eu une détérioration de la situation sécuritaire dans certaines régions et une avancée de groupes criminels qui avaient pris le contrôle de territoires «libérés» par la démobilisation des FARC après 2016... Comment expliquer que la situation ait empiré par endroits depuis 2022?**

On remarque que la violence s'est accentuée soit dans des régions riches en ressources naturelles, où il existe des projets et mégaprojets extractivistes ou d'infrastructures, soit dans celles où le mouvement social a été le plus actif en matière d'exigence du respect de ses droits fondamentaux. Il s'agit donc pour ces groupes armés d'une stratégie visant à prendre le dessus et assurer les intérêts économiques en jeu. Et, entre autres difficultés, le gouvernement ne contrôle pas suffisamment l'armée pour être en mesure de sécuriser ces territoires. I

\*La fondation co-organise avec le Réseau de fraternité et de solidarité avec la Colombie une écuravane humanitaire pour la paix dans trois régions du pays pour rendre visibles les graves violations des droits humains dans le pays et contribuer à sa transformation. Informations: www.redcolombia.org